Amendements à la Plateforme d'orientation

1) Amendement d'ajout après la ligne 518 :

Faire de la lutte contre le chômage notre priorité :

La crise qui sévit en Europe est avant tout une crise de l'emploi. Le chômage est une source majeure de précarité, de régressions sociales, d'inégalité, d'exclusion sociale.

Pourtant, il n'y a pas de fatalité au chômage : les compétences, les financements et les besoins existent ! Si les emplois ne sont pas créés, c'est parce que les gouvernements successifs comptent sur le privé, en multipliant les incitations fiscales, et attendent la croissance comme le messie, en vain.

Une autre politique de l'emploi est possible et doit devenir un marqueur fort du PG : une politique basée sur deux mesures phare, en cohérence avec notre projet écosocialiste : la création massive d'emplois publics (avec un objectif d'un million en 5 ans) et la réduction du temps de travail (vers 32h pour tous). En parallèle, nous protégerons l'emploi par des mesures de protectionnisme solidaire.

L'Etat peut créer des emplois publics dans des secteurs utiles sur le plan écologique et social, les besoins ne manquent pas : santé, petite enfance, dépendance, culture, justice, mais également les emplois liés à la transition énergétique – filière d'isolation des bâtiments, de développement d'énergies renouvelables, de développement de transports publics de qualité, etc.

Nous avons chiffré le coût d'un million d'emplois publics supplémentaires (au delà des renouvellements de départ à la retraite, des mesures de titularisation des précaires, et des éventuels transferts d'emplois du privé vers le public), il est totalement compatible avec notre contre-budget (entre 15 et 30 Mds d'euros par an). Nous avons fait une première évaluation des besoins, ils dépassent largement le million d'emplois.

Créer des emplois publics pour répondre aux besoins et partager le travail en diminuant le temps de travail : ces deux mesures, concrètes, radicales et crédibles, auront un effet direct et immédiat sur le chômage, ouvrant des perspectives aux jeunes arrivants sur le marché du travail ainsi qu'aux chômeurs. Elles contribueront à engager notre économie vers l'Humain et la transition énergétique.